

ACTION URGENTE

SOUDAN. DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION DÉTENUS RISQUENT LA TORTURE

Farouk Abu Issa, dirigeant de l'opposition, et Amin Maki Medani, militant de la société civile, ont été arrêtés le 6 décembre par des agents du Service national de la sûreté et du renseignement. Depuis lors, ils sont détenus au secret et sans inculpation.

Farouk Abu Issa, qui dirige les Forces de consensus national (FCN), une coalition de partis politiques, et **Amin Maki Madani**, qui se trouve à la tête de l'Alliance des organisations soudanaises de la société civile, ont été arrêtés le 6 décembre par des agents du Service national de la sûreté et du renseignement à Khartoum, la capitale.

Trois jours avant, ces deux hommes avaient signé l'« Appel du Soudan », aux côtés de représentants de la société civile, de partis d'opposition et de groupes armés d'opposition à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Il s'agit du premier accord conclu entre la société civile et diverses organisations opposées au parti du Congrès national, actuellement au pouvoir et dirigé par le président Omar el Béchir. Outre l'unification de l'opposition, il a pour objectif affiché de mettre fin à la guerre, de démanteler ce que ses rédacteurs ont qualifié de « régime du parti unique » et d'opérer une transition démocratique dans le pays.

Le Service national de la sûreté et du renseignement n'a pas informé les familles de Farouk Abu Issa et d'Amin Maki Madani des charges retenues contre ces deux hommes, ni indiqué où ils étaient détenus.

Depuis un certain temps, les autorités soudanaises répriment les libertés d'expression et de réunion, tentant ainsi de réduire au silence les dissidents et d'intimider les opposants politiques.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- engagez les autorités à faire en sorte que Farouk Abu Issa et Amin Maki Medani soient inculpés d'une infraction pénale prévue par la loi ou à les relâcher immédiatement ;
- appelez-les à révéler où se trouvent ces hommes, et à veiller à ce qu'ils puissent sans délai recevoir les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin et contacter leurs familles et les avocats de leur choix ;
- exhortez-les à veiller à ce que ces hommes ne soient pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 JANVIER 2015 À :

Président de la République
HE Omar Hassan Ahmad al-Bashir
Office of the President
People's Palace
PO Box 281
Khartoum, Soudan
**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Président,**

Ministre de la Justice
Mohamed Bushara Dousa
Ministry of Justice
PO Box 302 Al Nil Avenue
Khartoum, Soudan
Courriel : moj@moj.gov.sd
**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,**

Copies à :
Ministre de l'Intérieur
Ibrahim Mahmoud Hamed
Ministry of Interior
PO Box 873
Khartoum, Soudan
**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

SOUDAN. DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION DÉTENUS RISQUENT LA TORTURE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Au Soudan, plusieurs personnes, notamment des défenseurs des droits humains, ont été arrêtées uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression. Farouk Abu Issa et Amin Maki Madani sont les derniers en date à avoir subi ce sort. Amnesty International a rassemblé des informations sur de nombreux cas d'arrestations arbitraires, de placements en détention, d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements imputables au Service national de la sûreté et du renseignement.

Farouk Abu Issa est le dirigeant des Forces de consensus national (FCN), une coalition rassemblant 17 partis politiques d'opposition. Créé en juillet 2011, ce mouvement a signé un document intitulé *Programme démocratique alternatif*, qui appelait à opérer pacifiquement une transition démocratique au Soudan. Le parti du Congrès national, actuellement au pouvoir, a annoncé un dialogue national en janvier 2014. Le FCN a refusé d'y participer, à moins que les pouvoirs publics ne s'y préparent en mettant en place un environnement qui favorise les libertés d'expression et de réunion, et en faisant cesser les conflits dans le pays.

Amin Maki Madani, universitaire et avocat, a fait une longue carrière dans des organisations régionales et internationales. Il a notamment travaillé pour les Nations unies en Afghanistan, en Irak et à Gaza.

Noms : Farouk Abu Issa, Amin Maki Madani
Hommes

AU 310/14, AFR 54/024/2014, 11 décembre 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

